

Action Humanitaire

au Sud-Kivu / R.D. Congo

Rapport Mensuel

Octobre 2012



Action humanitaire
Action humanitaire
Action humanitaire
Action humanitaire
Action humanitaire

Action humanitaire
Action humanitaire
Action humanitaire

www.rdc-humanitaire.net

IMU / OCHA Sud-Kivu



Faits marquants

- L'accès des humanitaires dans la région de Bunyakiri mis à l'épreuve.
- Plus de 760 tonnes de vivres ont été distribuées à plus de 136 900 personnes vulnérables.

I. Contexte général

Les activités des groupes armés dans les territoires de Kalehe, Shabunda et Uvira ont particulièrement affecté la protection des civils et la situation humanitaire. Craignant pour leur sécurité, plusieurs habitants se sont déplacés tandis que des humanitaires ont été victimes d'attaques armées ou ont dû évacuer leurs zones d'activités.

Les effets du conflit intercommunautaire entre les communautés Bafuliru et Barundi, ainsi que la montée de la criminalité demeurent perceptibles dans le Territoire d'Uvira, particulièrement dans la Plaine de la Ruzizi et la cité d'Uvira. Malgré les deux tentatives du gouvernement pour dénouer le conflit intercommunautaire, la mise en place administrative continue d'être contestée. La route Bukavu-Uvira a été fermée au trafic les 18 et 19 octobre, tandis que le 23, la société civile a décrété une journée ville morte pour manifester son mécontentement. Le couvre-feu et les patrouilles sont toujours organisés, mais la situation ne s'est pas améliorée. Ce climat d'insécurité dans la cité d'Uvira et ses environs continue de ralentir les opérations de rapatriement des réfugiés congolais du Burundi vers la RDC. Dans les Hauts Plateaux d'Uvira en groupement de Bijombo, une forte activité des groupes armés a fortement affecté la situation de protection des civils. Dans la foulée, l'incendie de plusieurs villages et des récoltes ainsi que la destruction des structures sanitaires ont forcé des milliers de personnes à se déplacer.

Le Sud-Kivu en chiffres

Superficie:	64 719 km ²
Population:	5 369 659 habitants (dénombrement sanitaire 2011)
Pop. Déplacée :	844 000 au 30 septembre 2012
Pop. retournée:	280 000 au 30 septembre 2012
Congolais rapatriés depuis le Burundi:	253 personnes depuis janvier 2012 (source: UNHCR)
Burundais rapatriés depuis le Sud-Kivu:	460 personnes depuis janvier 2012 (source: UNHCR)
Rwandais rapatriés depuis le Sud-Kivu:	2 545 personnes depuis janvier 2012 (source: UNHCR)
Congolais rapatriés depuis la Tanzanie:	64 personnes depuis janvier 2012 (source: UNHCR)

Accès Humanitaire

Dans la région de Bunyakiri (Territoire de Kalehe), une tendance inquiétante d'attaques contre les humanitaires a été observée au cours du mois d'octobre. Des hommes armés ont enlevé puis relâché des humanitaires en mission, tandis que d'autres ont été arrêtés et menacés de mort. Au cours du mois de mai dernier dans la même région, des attaques des présumées Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) avaient fait au moins 60 morts, obligeant ainsi plusieurs organisations humanitaires à évacuer plusieurs fois leur personnel. A ce défi sécuritaire s'est ajouté un autre physique, lorsque la route est devenue totalement impraticable au niveau de Kitchanga dans la même région, du fait d'un éboulement causé par les pluies diluviennes du 17 octobre. Depuis, la localité de Hombo et ses environs ne peuvent plus être reliés. En attendant, pour relier les deux régions, les organisations humanitaires n'auront d'autre choix que de faire venir leurs véhicules du Nord-Kivu pour faire jonction avec ceux qui se trouvent de l'autre côté de la route. Ainsi à la place d'un véhicule, deux seront utilisés.

Les attaques des Raïya Mutomboki sur les villages de l'est de Shabunda et leurs affrontements avec les Forces armées de la RDC (FARDC) ont également affecté l'environnement de travail des acteurs humanitaires. Dans la foulée, deux acteurs humanitaires ont été attaqués et leurs effets de travail ravés. Les contractants de l'Organisation des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) qui réhabilitent la route Burhale-Shabunda ont évacué de cette région et suspendu à nouveau les travaux suite à l'insécurité. Certaines organisations humanitaires ont également évacué leur personnel de Lulingu (Territoire de Shabunda) vers Shabunda centre suite aux affrontements intenses entre les Raïya Mutomboki et l'armée nationale.

Dans le Territoire d'Uvira, la route Runingu-Marungu se dégrade davantage. L'interruption de la circulation sur ce tronçon couperait les Moyens et Hauts Plateaux de toute assistance humanitaire. La route Shabunda-Matili affiche également des détériorations avancées. L'ONG MSF qui appuie des structures sanitaires de la zone éprouve beaucoup de difficultés pour atteindre les bénéficiaires à cause de la présence de plusieurs bourbiers.

Protection des civils

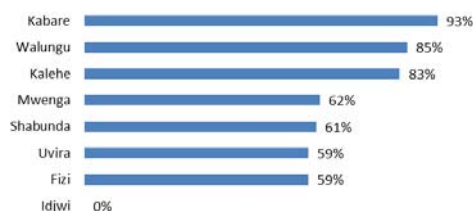
Statistiques

Le nombre d'incidents rapportés varie d'une zone à l'autre selon la couverture des moniteurs de protection. Ceci justifie le faible taux de rapportage dans les zones où l'accès (physique et sécuritaire) est difficile.

795

Nombre d'incidents de protection contre les civils rapportés en octobre. En septembre, ils étaient 1 086

Taux de couverture des moniteurs par territoire :

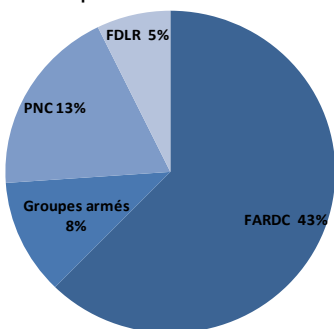


Territoires les plus affectés

Les territoires de Kabare et Kalehe ont enregistré le plus grand nombre d'incidents de protection pendant cette période, soit 191 et 171 respectivement.

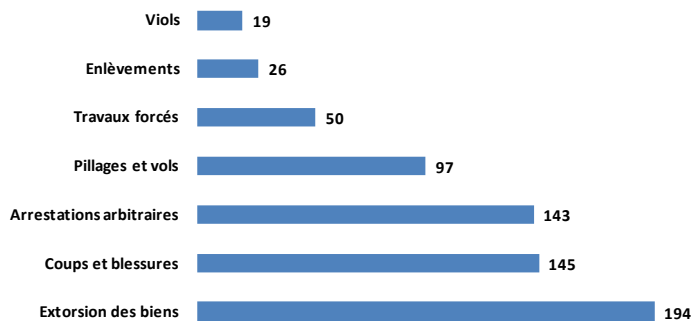
Répartition par présumé auteur

En analysant les statistiques mensuelles par territoire, on note que les FARDC ont commis le plus grand nombre d'incidents de protection dans tous les territoires excepté Shabunda, où les groupes armés sont en tête. Les FARDC sont en tête avec 339 cas d'incident soit 43% du total, une tendance qui reste constante depuis 2011 ainsi que depuis le début de 2012. La PNC est en 2^e position avec 13% du total des incidents, ce qui représente tout de même une baisse de 7% par rapport au mois de septembre. Les FDLR auraient également commis une proportion inférieure d'incidents par rapport au mois précédent (5% en octobre, 8% en septembre).



Répartition par type d'exactions

Le type d'incidents le plus commis en octobre est l'extorsion de biens qui représente 24% du total des incidents, tandis que les coups et blessures et les arrestations arbitraires viennent aux second et troisième rangs (18% du total chacun). 19 cas de viols ont été rapportés en octobre, soit 2% du total.



Mouvements de population

1 415 nouveaux déplacés ont été enregistrés au cours du mois d'octobre suite aux conflits armés, à la crainte de l'insécurité causée par l'activisme des groupes armés, et aux opérations militaires, tandis que 135 personnes ont été enregistrées comme retournées dans leurs milieux d'origine. Ceci

844 700

Cumul total de personnes déplacées au 30 septembre 2012, contre 854 700 au 30 juin 2012.

porte à 877 747 le total cumulé des personnes déplacées à travers la province depuis 2009. Cela inclut 32 368 nouveaux déplacés au cours des mois de juillet, août et septembre, qui n'avaient pu être rapportés et intégrés dans la base de données auparavant faute d'accès dans les zones concernées.

Ainsi, 500 des 1 415 nouveaux déplacés d'octobre ont fui préventivement Kabiruya pour l'hémbe en Territoire de Kabare suite aux annonces d'opérations FARDC contre les Raïya Mutomboki. 715 ont également quitté llangwe pour Ngalula en Territoire de Fizi, leur déplacement étant lié aux activités militaires et des groupes armés. Enfin, 200 déplacés ont fui Mulungu vers Shabunda centre suite aux affrontements entre FARDC et Raïya Mutomboki. Toutes ces personnes ont été reçues dans des familles d'accueil.

Globalement au cours de la période précitée, on note une poursuite des mouvements à petite échelle dans les territoires de Fizi, Kabare et Shabunda. Des mouvements à plus grande échelle avaient eu lieu en septembre dans le Territoire de Fizi : 9 365 personnes y avaient été enregistrées par la Fondation AVSI/RRMP représentant 50% des déplacés au Sud-Kivu au cours de ce mois. Pendant cette période (septembre), il s'est agi essentiellement de mouvements préventifs liés aux activités des hommes en armes et, dans quelques cas, de déplacements suite aux affrontements entre les FARDC et les groupes armés.

Selon les données de la Commission mouvements de population, 135 personnes ont été enregistrées comme retournées dans leur milieu d'origine au cours du mois d'octobre. Ces effectifs ont été signalés dans le Territoire de Shabunda

280 530

Cumul total de personnes retournées au cours des 18 derniers mois (avril 2011 à septembre 2012)

suite à une accalmie relative observée à Lumba, Kikanga et Zingu et dans le Territoire de Mwenga à Kikamba pendant le trimestre suite à la diminution des affrontements entre FARDC et Raïya Mutomboki. D'autres rapports reçus au courant du mois d'octobre ont également signalé le retour de 2 698 personnes dans les territoires de Mwenga et Shabunda en mai, juillet et septembre 2012.

Collaboration avec le gouvernement

La réunion du cadre de concertation entre les autorités locales et acteurs humanitaires s'est tenue le 4 octobre à Uvira. La principale préoccupation des acteurs humanitaires a été la situation sécuritaire particulièrement

préoccupante dans la Plaine de la Ruzizi et la cité d'Uvira. Par ailleurs, l'Administrateur du Territoire d'Uvira a présidé le 10 octobre à Uvira la réunion du Comité sectoriel de lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (CSLVS). Cette réunion a regroupé les acteurs humanitaires œuvrant dans le domaine de la lutte contre les violences sexuelles, les services étatiques membres de cette commission. Les discussions ont principalement porté sur les activités réalisées par les partenaires au courant du mois. A Fizi, une des préoccupations des acteurs humanitaires lors de la réunion du cadre de concertation du 23 octobre a été l'absence des forces de protection dans les localités de Kibanga, Talama, Yungu, et sur l'axe Sebele-Kazimia.

II. Besoins et réponses humanitaires majeurs

Biens non alimentaires et abris d'urgence

Développements clés

Les attaques des Raïya Mutomboki sur les localités de l'est de Shabunda et leurs affrontements avec les FARDC ont provoqué d'importants déplacements des habitants notamment vers les territoires voisins de Kabare (Chulwe) et Walungu (Luhago et Nzibira). Ces personnes déplacées qui seraient plus de 500 familles manifesterait une grande vulnérabilité dans les biens essentiels de ménage (NFI) mais les contraintes sécuritaires n'ont pas encore permis d'évaluation. Une situation similaire a été rapportée à Masango dans les Hauts Plateaux de Kalehe où plus de 10 villages auraient été incendiés suite aux affrontements entre des groupes armés.

Les acteurs humanitaires œuvrant dans le secteur des biens non alimentaires (Cluster NFI) ont été formés à Uvira sur les standards et les engagements du cluster, les lignes directrices du Fonds commun des bailleurs pour la RDC (Pooled Fund), l'intégration du genre et de la protection dans leurs interventions, ainsi que le ciblage de la vulnérabilité et l'approche foire.

Activités réalisées

Dans le cadre du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP), la Fondation AVSI a organisé une foire aux NFI pour plus de 3 580 ménages déplacés à Lubichako, Lulimba et Nyangi dans le Territoire de Fizi. Ces ménages s'étaient déplacés durant la période de mai à août d'une part des localités de Kazimia, Kilicha, Kikonde, Lubonjda, Nemba, Ubwari et Yabula vers Lubichako, Lulimba et Nyangi suite aux affrontements entre les FARDC et les Mayi-Mayi Yakutumba, et d'autre part de Lubondja vers Lubichako, Lulimba et Nyangi suite aux conflits de transhumance dans la région. L'ONG Action d'espoir (ADE) a distribué à Kalonge (Territoire de Kalehe) des kits NFI à 1 800 ménages déplacés et familles d'accueil à Chaminunu, Chifunzi et

Cholobera. Ces personnes déplacées étaient arrivées dans cette région en provenance notamment de la zone de Ninja (Territoire de Kabare), de Kalonge et celle limitrophe avec le Territoire de Shabunda, fuyant les activités des groupes armés entre juin et août dernier. Cette distribution, réalisée dans le cadre du projet d'assistance en biens non alimentaires aux ménages déplacés et familles d'accueil, constitue la deuxième et dernière phase de mise en œuvre, la première ayant été la distribution des kits NFI à 3 000 familles déplacées et d'accueil dans la même région. D'autres déplacés continuent cependant d'arriver dans cette région et nécessitent une assistance.

Eau, Hygiène et Assainissement

Développements clés

Quoique non endémique au choléra, la zone de santé de Kimbi-Lulenge (Territoire de Fizi) est en épidémie de choléra depuis la première semaine d'octobre en notifiant 85 cas avec 3 décès dans la communauté. Les aires de santé concernées sont Kasanga, Milimba et Misisi. Cependant, l'enclavement de cette zone de santé ne permet pas une bonne communication avec la Division provinciale de la santé, ce qui est à la base d'un faible rapportage des cas. Toutefois, les informations reçues d'autres partenaires sur le terrain font état d'une baisse sensible de nouveaux cas. Ainsi selon l'ONG Médecins sans frontières, seulement sept nouveaux cas ont été notifiés lors des dernières semaines d'octobre.

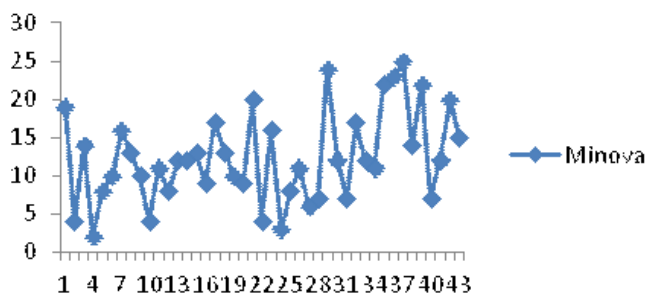
Les acteurs humanitaires œuvrant dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement (Cluster WASH) ont été formés sur la prise en compte des spécificités des personnes en situation de handicap dans les évaluations et interventions. Cette formation, à laquelle 20 membres du cluster ont participé, fait partie du projet pilote de protection des personnes en situation de handicap au Sud-Kivu mis en œuvre par l'ONG Handicap International à travers

le mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP).

Activités réalisées

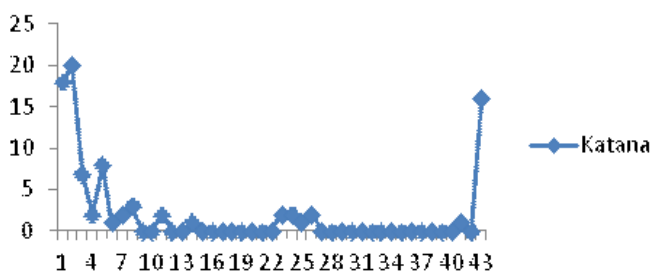
En réponse à l'épidémie de choléra dans la zone de santé de Kimbi-Lulenge, l'ONG International Rescue Committee (IRC) à travers le mécanisme RRMP a formé des relais communautaires, organisé des séances de sensibilisation de masse et distribué des kits choléra (jerrycan, savon et purifiants d'eau). Cette ONG organise également 10 sites de chloration d'eau et a mis à la disposition des trois centres de santé de la région deux réservoirs d'eau mobiles (bladders) d'une capacité de 20m³ chacun. L'ONG Tearfund est également impliquée dans le même genre d'activités préventives. La situation est moins alarmante dans les zones de santé de Fizi, Katana et Minova, mais mérite d'être suivie de près.

Choléra Minova 2012



Pour faire face à cette situation, les organisations Action contre la faim (ACF), Médecins d'Afrique (MDA) et la Croix-Rouge de la RDC ont augmenté le nombre de points de chloration passant de 16 à 31. Des campagnes de masse et des messages radiodiffusés sont également mis en place par ces acteurs. A Katana, 11 cas et

Choléra Katana 2012



deux décès ont été notifiés pendant la semaine du 22 au 28 octobre et ACF a mis en place les mêmes mesures préventives qu'à Minova.

Dans la zone de santé de Fizi, l'ONG Solidarités Internationale et la Croix-Rouge de la RDC poursuivent leur appui à la zone de santé notamment dans la chloration d'eau et la sensibilisation des habitants à Baraka Katanga, Kazimia et Mwasenya. Le 15 octobre célébrait la journée mondiale de lavage des mains. Au Sud-Kivu, les manifestations commémoratives ont eu lieu dans la zone de santé de Kadutu à Bukavu où les animateurs sociaux

ont notamment diffusé des messages au public sur les étapes du lavage des mains. D'autres activités commémoratives se sont poursuivies durant le mois avec l'appui des partenaires.

Evénements à venir

Lancement du projet multisectoriel WASH-Protection en faveur de 22 160 personnes déplacées et hôtes à Nindja, Luhago et Ihembe. Ce projet sera exécuté par l'ONG Cooperazione Internazionale (COOPI) et financé par le Fonds commun des bailleurs pour la RDC (Pooled Fund).

Education

Développements clés

Les organisations œuvrant dans le secteur de l'éducation (Cluster éducation) ont initié une enquête qui aidera à mieux orienter l'assistance aux élèves déplacés dans la province du Sud-Kivu. Selon cette enquête, 109 écoles primaires ont accueilli des enfants déplacés, 27 écoles se sont déplacées et 25 ont été endommagées suite à leur occupation par des déplacés ou des hommes armés. Les territoires les plus affectés sont ceux de Kalehe et Shabunda.

Pour permettre à la division provinciale de l'enseignement primaire, secondaire et professionnelle (EPSP) de faire face aux urgences dans le domaine de l'éducation primaire, le Cluster éducation a procédé à la formation de 40 membres du personnel enseignant sur l'éducation d'urgence.

Activités réalisées

Après la formation de 24 enseignants sur le programme d'éducation d'urgence (Teacher's Emergency Pack, TEP) au mois de septembre, au moins 490 élèves déplacés et retournés sont attendus dans les classes d'urgence que l'ONG Norwegian Refugee Council (NRC) a ouvertes depuis le 8 octobre dans les territoires de Fizi et Kalehe. Il s'agit des enfants déplacés âgés de 10 à 13 ans qui, à cause des multiples déplacements, fuyant l'insécurité résultant des activités des groupes armés, n'ont pas passé la première année primaire. Les enfants qui retournent dans leurs villages sont également concernés par ces classes de rattrapage qui durent une année avant que les bénéficiaires ne soient intégrés à l'école normale. Cependant, des besoins demeurent non couverts dans ce domaine particulièrement à Sebele (Territoire de Fizi, afflux des enfants déplacés et retournés) notamment à cause du nombre très réduit d'acteurs humanitaires œuvrant dans ce secteur.

Pour sa part, l'ONG People In Need (PIN) a formé à Kigulube (Shabunda) 218 enseignants en provenance de 30 écoles des axes Nyalubemba-Kigulube, Kigulube-Nzovu et Kigulube-Kiseku sur le programme national, la gestion d'une classe, les méthodes actives et participatives, ainsi que la fabrication et l'utilisation de matériels

didactiques. Organisée dans le cadre du projet ciblant les enfants, jeunes déplacés et retournés dans le Territoire de Shabunda financé par le Fonds commun des bailleurs pour la RDC (Pooled Fund), cette activité vise à améliorer le niveau de connaissance et d'aptitude des enseignants.

Dans le cadre du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP) dans les régions de Bunyakiri et Minova, la Fondation AVSI a octroyé des fonds d'appui au fonctionnement à 40 écoles et mis en place 10 classes temporaires. Pour assurer l'accès des élèves à un meilleur assainissement et à l'eau potable, cette ONG a également construit huit latrines d'urgence et quatre points d'eau au bénéfice de 696 élèves dont 318 déplacés.

Logistique

Développements clés

L'Office des routes a évalué la situation de la route de Kichanga (région de Bunyakiri, Territoire de Kalehe) devenue impraticable suite aux pluies diluviennes et a remis son rapport au ministère provincial des travaux publics. Selon les acteurs humanitaires œuvrant dans le secteur de la



Rupture de la route à Kichanga

logistique (Cluster logistique), la situation de cette route pourrait demeurer longtemps en l'état, au regard de l'ampleur des travaux, leur coût élevé et

l'impossibilité d'effectuer une déviation. Les travaux de réhabilitation exigeront notamment des buses d'un mètre de diamètre et de 24 m de long. Le Cluster a également entrepris des contacts avec le génie militaire de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO), également affectée par ce glissement de terrain, pour la réhabilitation de cette route.

Activités réalisées

L'exécution de quelques projets importants de réhabilitation des routes se poursuit :

N°	Travaux	Progrès et financement	Mise en œuvre	Situation
1	Kaniola-lhembe-Lwizi (Kabare)	70% / 1ère allocation 2012 PF	AFEDEM	Réhabilitation de 38 km de route.
2	Chifunzi – Chaminunu (Kalehe)	95 % / Fonds de réponse rapide (RRF)	AFEDEM	Réhabilitation de 20 km de route.
3	Chaminunu-Bisisi (Kalehe)	90 % / 1ère allocation 2012 PF	AFEDEM	Réhabilitation de 8 km de route.

Nutrition

Développements clés

Au regard du nombre d'admissions mensuelles au sein des Unités nutritionnelles thérapeutiques intensives (UNTI), les zones de santé de Fizi, Kabare, Kadutu, Kamituga, Lulingu et Shabunda méritent une attention particulière. En effet, ces dernières ont atteint en moyenne 20 nouvelles admissions par mois durant la période de juillet à septembre.

Les résultats des enquêtes nutritionnelles conduites par le Programme national de nutrition (PRONANUT) au mois de septembre dans les zones de santé (ZS) de Fizi, Lulingu et Minova ont été partagés et validés par les organisations œuvrant dans la nutrition (Cluster nutrition) :

	ZS Fizi	ZS Lulingu	ZS Minova
Malnutrition aiguë globale (MAG)	9,4%	12,4%	10,8%
Malnutrition aiguë sévère (MAS)	2,5%	3,2%	2,2%

Les zones de santé avec un taux de MAG supérieur ou égal à 10 sont dans une situation d'urgence nutritionnelle. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a privilégié ces zones de santé dans l'approvisionnement en intrants de prise en charge des cas en urgence.

Activités réalisées

En collaboration avec le PRONANUT, l'ONG Agence adventiste pour l'urgence et le développement (ADRA) a organisé une formation des formateurs sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) à Uvira au bénéfice de sept agents des zones de santé de Fizi, Lemeru, Nundu, Ruzizi et Uvira. 15 promoteurs de santé communautaire encadrés par ADRA ont également bénéficié de cette formation qui avait pour but d'aider les mères à alimenter de manière adéquate les enfants de 0 à 24 mois. 50 relais communautaires de l'aire de santé de Minova et de l'aire de santé voisine de Bweremana ont été formés à Minova sur le suivi des enfants malnutris et la recherche des perdus de vue.

Défis

La complétude dans le rapportage demeure un défi majeur du cluster. Des 31 zones de santé concernées par la malnutrition, seules 15 rapportent les données statistiques sur la prise en charge au niveau des Unités nutritionnelles thérapeutiques ambulatoires (UNTA) et des UNTI.

Sécurité Alimentaire

Développements clés

Les ateliers sur la classification de la situation de sécurité alimentaire (IPC) du Sud-Kivu et national ont permis de valider les chiffres relatifs au nombre de personnes en

situation d'insécurité alimentaire. Selon cette étude IPC, une augmentation importante de la population en phases 3 (crise) et 4 (urgence) d'insécurité alimentaire (sur une échelle allant de 1 à 5) est constatée au Sud-Kivu. 914 464 personnes sont classées dans les deux phases, soit une augmentation de plus de 420 000 personnes par rapport au cycle 7 effectué en juin 2012. Les territoires les plus affectés sont ceux de Kalehe et Shabunda.

Le ministère provincial de l'agriculture et du développement rural et l'Institut national des statistiques en collaboration avec le Programme alimentaire mondial (PAM) ont débuté l'enquête de sécurité alimentaire des ménages (SRMS : Self reliance monitoring system) au Sud-Kivu. Réalisée également avec l'appui technique et analytique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), cette enquête devrait permettre de dégager les zones les plus vulnérables en termes de sécurité alimentaire et d'orienter l'assistance.

L'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) a accordé une enveloppe supplémentaire à l'ONG Oxfam pour le projet d'amélioration des conditions de vie des populations vulnérables du Sud-Kivu mis en œuvre dans le Territoire de Mwenga et Kalehe. La capacité de réponse aux besoins est ainsi augmentée en faveur de 4 250 ménages vulnérables, ce qui fera un total de 8 150 ménages vulnérables bénéficiaires.

Activités réalisées

La Fondation AVSI a procédé à l'analyse du marché et des vulnérabilités socioéconomiques en sécurité alimentaire à Hombo sud dans le Territoire de Kalehe. Pour répondre aux besoins relevés, cette organisation avait prévu une assistance en vivres sous l'approche foire en faveur de 5 029 ménages déplacés de la région, mais la rupture de la route au niveau de Kichanga continue d'empêcher la réalisation de cette activité. En collaboration avec le ministère de l'agriculture, la FAO a organisé la formation des facilitateurs des champs écoles-paysans sur la gestion et le contrôle du wilt bactérien du bananier. Cette formation de 21 jours a eu lieu à Shasha/Bweremana (territoire de Masisi, Nord-Kivu) et a connu la participation des techniciens des inspections

d'agriculture du Nord-Kivu et Sud-Kivu, ainsi que des ONG impliquées dans la lutte contre cette maladie du bananier dans les deux provinces. Ainsi, les capacités méthodologiques et techniques des participants ont été renforcées, ce qui permettra d'améliorer la stratégie de lutte au niveau communautaire. Au Sud-Kivu, le wilt bactérien du bananier affecte 20 à 30% des ménages producteurs de bananes qui constituent leur principal aliment et source de revenu, les territoires les plus affectés étant ceux d'Idjwi, Kabare et Kalehe. L'ONG ZOA a distribué des intrants agricoles (outils aratoires, boutures de manioc et semences maraîchères) à 6 000 ménages vulnérables dans le cadre de son projet d'aide humanitaire dans les secteurs de Kimbi-Lulenge (Fizi) et Kabambare (Maniema). Le PAM a distribué plus de 760 tonnes de vivres (maïs, légumineuses, huile, sel...) à plus de 136 900 personnes vulnérables à Bukavu et dans les territoires de Fizi, Kabare, Kalehe, Mwenga et Walungu. Voici les distributions les plus importantes :

N°	Bénéficiaires	Lieu	Mise en œuvre
1	36 149 personnes déplacées	Bilembo, Kamituga et Kirungutwe (Mwenga)	NRC
2	88 404 élèves des écoles primaires	Territoires de Fizi, Kabare et Walungu	AIDES, World Vision et la Paroisse de Walungu.
3	1 500 familles d'accueil	Territoire de Kalehe	ICCO

La Fondation AVSI a également distribué, à travers l'approche foire multisectorielle, des vivres au bénéfice de 3 540 ménages déplacés et autochtones de l'axe Lulimba-Lubichako-Nyangi en territoire de Fizi. Cette activité a été financée par ECHO.

Événements à venir

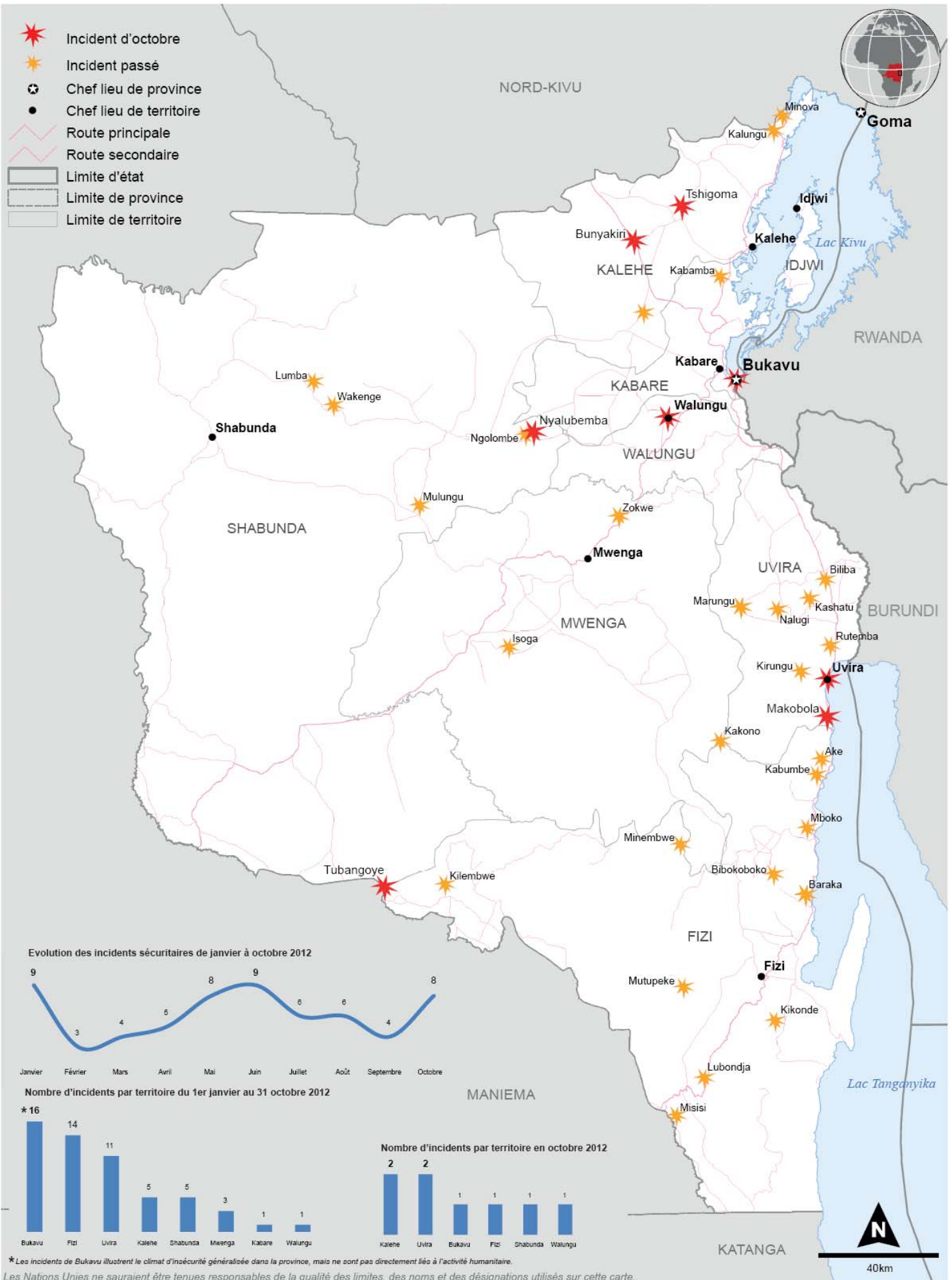
PAM : Evaluation des besoins des personnes déplacées sur les axes Kigulube-Isezya (Shabunda) ; enquête de marché dans la province du Sud-Kivu pour les activités d'assistance monétaire dans la sécurité alimentaire.

FAO : Formation des membres du cluster sur l'intégration de la nutrition, du genre et du VIH dans les activités de sécurité alimentaire.

Pour plus d'informations, veuillez contacter:

Florent Méhaule, Chef de Sous-Bureau, OCHA Sud-Kivu, mehaule@un.org, Tél. +243 97 000 37 66
 Yvon Edoumou, Chargé de l'Information publique et Plaidoyer, OCHA Kinshasa, edoumou@un.org, Tél. +243 9737 50
 Philippe Kropf, Chargé d'information publique, OCHA Sud-Kivu, kropf@un.org, Tél. +243 97 000 37 64
 Maxime Nama, Assistant à l'information publique, OCHA Sud-Kivu, nama@un.org, Tél. +243 99 290 62 83

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net



* Les incidents de Bukavu illustrent le climat d'insécurité généralisée dans la province, mais ne sont pas directement liés à l'activité humanitaire.
 Les Nations Unies ne sauraient être tenues responsables de la qualité des limites, des noms et des désignations utilisés sur cette carte.
 Date de production : 09 novembre 2012 Sources : UNDSS et Partenaires Feedback : ochardc@un.org www.rdc-humanitaire.net www.reliefweb.int

Coordination Provinciale

Mécanismes de coordination	Semaine				Jour	Heure	Lieu	Point focal et Co-facilitateur		
	1	2	3	Dernière				Nom	E-mail	Téléphone
Abri et non-vivres			√		Mardi	15h00'	UNICEF	Patrice Vayikalanga (UNICEF)	pvayikalanga@unicef.org	+243 81 830 60 01
								Paul Cornu (IRC/RRMP)	paul.cornu@rescue.org	+243 99 520 01 74
Eau, hygiène et assainissement		√			Mercredi	10h00'	UNICEF	Adelard Mahamba (UNICEF)	amahamba@unicef.org	+243 81 830 59 62
								Pancrace Mutambala (ACTED)	bukavu.programme@acted.org	+243 99 033 69 25
Education		√			Mardi	14h00'	UNICEF	Sabina Hendschin (UNICEF)	shandschin@unicef.org	+243 81 830 59 02
								Gilbert MUYISA (AVSI)	gilbertmuyisa@gmail.com	+243 97 002 01 3
Logistique	√				Mardi	10h30'	PAM	Fantamamady Sherif (PAM)	fantamamady.cherif@wfp.org	+243 81 700 68 56
								Paulin Bishakabalya (MALTESER)	bkvlog@malteser-africa.org	+243 99 809 04 98
Nutrition			√		Mercredi	14h00'	UNICEF	Marthe Idumbo (UNICEF)	midumbo@unicef.org	+243 81 830 59 49
								Patricia Kiye (UNICEF)	pkiye@unicef.org	+243 81 830 59 20
								Geoffray Kakese Mambweni (ACF-USA)	nutasst.kivu@acf-international.org	+243 99 343 01 12
Protection		√		√	Mercredi	15h00'	UNHCR	Adrien Muratet (UNHCR)	uratet@unhcr.org	+243 99 673 31 09
								Yves Kasongo (UNHCR)	kasongo@unhcr.org	+243 99 866 69 25
Protection de l'enfance			√		Mercredi	10h00'	UNICEF	Flory Mubandilwa (UNICEF)	fmubandilwa@unicef.org	+243 81 830 59 35
Dialogue Intercommunautaire	√						UNHABITAT	Koffi Alinon (UN HABITAT)	koffi.alinon@unhabitat.org	+243 82 178 71 36
GdT Lutte contre l'Impunité		√			Jeudi	à 15h00'	APPRODEPED ou ALPHA (MONUSCO)	Liliane Egounlety (MONUSCO/BNUDH)	egounletyk@un.org	+243 81 909 27 00
GdT Protection et prévention		√			Mardi	à 14h00'	UNHCR	Nadia Oulaby (UNHCR)	oulaby@unhcr.org	+243 99 925 08 46
GdT Assistance Multisectorielle				√	Vendredi	à 14h00'	UNICEF			
GdT Données et cartographie	√				Mardi	à 15h00'	UNFPA	Antoine Banza (UNFPA)	abanza@unfpa.org	+243 81 715 19 37
Santé		√			Mardi	10h00'	OMS	Richard Letshu (OMS)	letshur@cd.afro.who.int	+243 99 770 35 27
								Lothar Winkler (MALTESER)	bkvmed@malteser-africa.org	+243 99 772 21 26
GdT Santé Reproductive				√	Jeudi		IPS / UNFPA			
Surveillance Epidémiologique	√			√			IPS	Dr Freddy Birembano (IPS)	freddybirembano@yahoo.fr	+243 99 038 82 27
Sécurité alimentaire				√	Mercredi	10h00'	PAM	Christoph Loubaton (FAO)	Christophe.loubaton@fao.org	+243 99 573 49 17
								Moussa Chaibou (PAM)	moussa.chaibou@wfp.org	+243 81 700 68 69
Mouvements de population				√	Jeudi	15h00'	OCHA	Désiré Mirindi (OCHA)	mirindid@un.org	+243 99 290 66 56
RRMP	√	√	√	√	Jeudi	11h30'	UNICEF	Patrice Vayikalanga (UNICEF)	pvayikalanga@unicef.org	+243 81 830 60 01
								Gilbert Sengamali (OCHA)	sengamali@un.org	+243 99 290 66 55
Réunion d'information générale	√	√	√	√	Vendredi	10h30'	OCHA	Philippe Kropf (OCHA)	kropf@un.org	+243 97 000 37 64
								Maxime Nama (OCHA)	nama@un.org	+243 99 290 62 83
Collectif des Admin. ONGs			√		Mercredi	15h00'	OCHA	Aluma Kitambala (PROTECTION INTERNATIONAL)	Rdc-akitambala@protectioninternational.org	+243 99 869 03 93
CIMIC	2 fois le mois				Mercredi		MONUSCO	Florent Méhaule (OCHA)	mehaule@un.org	+243 97 000 37 66
Cadre de concertation	1 fois le mois						Gouvernorat	Florent Méhaule (OCHA)	mehaule@un.org	+243 97 000 37 66
								Mwanza Nangunia (Min. Santé)	nanguniam@yahoo.fr	+243 99 413 77 48
Inter-cluster		√		√	Lundi	10h30'	OCHA	Florent Méhaule (OCHA)	mehaule@un.org	+243 97 000 37 66
								Gilbert Sengamali (OCHA)	sengamali@un.org	+243 99 290 66 55
CPIA	√		√		Lundi	10h30'	OCHA	Florent Méhaule (OCHA)	mehaule@un.org	+243 97 000 37 66
								Claude Mululu (OCHA)	mululuc@un.org	+243 99 808 79 87

*Ce tableau représente les mécanismes provinciaux de coordination, mais les mêmes mécanismes existent dans les antennes OCHA à Shabunda (mbilizi@un.org, 0998891489) et Uvira (soumanaf@un.org, 0998845439)